



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2234>

Une rentrée sans subir...

- Actualités -



Date de mise en ligne : vendredi 23 septembre 2016

L'École Émancipée

Les odieux assassinats terroristes du mois de juillet à Nice et à Saint Etienne du Rouvray ont durement marqué l'été alors que la lutte contre la loi travail était parvenue à occulter l'État d'exception dans lequel F. Hollande nous maintient en prolongeant à nouveau l'État d'urgence. Ainsi, plutôt que de mener un travail de fond sur les processus qui poussent au fanatisme, le gouvernement intensifie son intervention militaire en Syrie et empile les lois qui réduisent les libertés, renforcent le pouvoir policier, utilisés aussi à la répression des mouvements sociaux et environnementaux. Tout cela correspond toujours plus aux attentes de la droite et de l'extrême-droite. Face à cela, les syndicats et les associations du collectif "Nous ne céderons pas" ne doivent rien lâcher de leur détermination pour la levée de l'État d'urgence.

Pour justifier cette politique, le gouvernement et son opposition de droite et d'extrême-droite sont prêts à toutes les malversations idéologiques : les épisodes autour des « burkinis » en sont un exemple. Instrumentaliser la laïcité et les droits des femmes pour porter haut et fort un discours raciste et islamophobe est ainsi la plus haute abjection estivale observée...

C'est ainsi qu'en cette rentrée, ils peuvent annoncer des mesures sécuritaires dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités analogues à celles menées jusqu'à présent dans l'espace public. Efficaces pour créer un sentiment de peur, elles le sont moins pour remplir l'objectif qu'elles s'assignent. Si seulement le même empressement pouvait être observé pour remplacer les personnels absents, pour encadrer convenablement les élèves et étudiant-es...

Pendant ce temps, l'afflux de migrant-es fuyant les guerres et la misère ne cesse pas. Au lieu de les accueillir, les pays de l'UE poursuivent leurs politiques indignes.

La loi El Khomri a été définitivement adoptée le 21 juillet par un troisième recours au 49.3. Après des mois de grèves et de manifestations massives et malgré l'opposition d'une majorité de l'opinion publique, la détermination du gouvernement à faire passer cette loi destructrice ne laisse plus de doute : la casse de notre modèle social est au coeur de son projet politique et de celui des droites... Les 35 heures, le statut de la Fonction publique sont notamment en ligne de mire.

Les manifestations du 15 septembre pour l'abrogation de la loi Travail ont montré que les salarié-es n'étaient pas prêt-es à poser l'arme au pied. Pour autant, les suites de la mobilisation sont incertaines, notamment si l'unité de l'intersyndicale, opposée à cette régression sociale, se délite. Quelques mois avant les échéances électorales à venir, le syndicalisme de lutte et de transformation sociale doit se manifester afin que les questions sociales et environnementales ne soient pas occultées par les thématiques favorites du Front national (insécurité, xénophobie...) et de la droite. Plus que jamais, au moment où le gouvernement n'entend pas arrêter la casse sociale (la réforme à venir de l'évaluation des enseignant-es en est un exemple, elle viendrait chapeauter une refondation de l'école par la mise au pas des personnels dubitatifs...), il ne faut rien lâcher de la combativité observée dans la rue au printemps et au début de l'été. Ils nous matraquent, ils nous gazent mais nous n'avons pas dit notre dernier mot ! ï

Clément Lefebvre